



Extrait du UJFP

<https://ujfp.org/spip.php?article1268>

En Israël, une équipe déterre des villages arabes rasés

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : vendredi 17 avril 2009

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Alors qu'on vient d'assister récemment aux crimes israéliens à Gaza, un quotidien régional français, « L'Ardennais » a publié le 10 avril dernier un article très documenté sur les villages arabes rasés lors de la guerre dite d'indépendance.

Une association israélienne, Zochrot, les recense et les signale pour que le crime ne tombe pas dans l'oubli.

[u]En Israël, une équipe déterre des villages arabes rasés[/u]

Zochrot est une organisation unique : elle tente de retrouver les traces des villages arabes détruits lors de la création d'Israël en 1948, afin d'empêcher que leur souvenir ne disparaisse.

« Nous avons posé plus de cent panneaux de marquage, tous ont été enlevés », déclare Eitan Bron-stein, le directeur de Zochrot (Souvenir en hébreu), en parcourant les ruines de Simsim, un ancien village arabe proche de la bande de Gaza.

« Je ne serais pas surpris si ces signaux ne sont plus là lorsque nous reviendrons plus tard dans la journée », poursuit-il en déposant les panneaux qui marquent des emplacements particuliers du village arabe, comme la mosquée, l'école, la place centrale, etc.

Zochrot a déjà effectué ce travail dans une trentaine de villages arabes en Israël, posant des écriteaux en arabe, hébreu et anglais signalant l'emplacement de leurs principaux édifices et retraçant aux visiteurs la vie quotidienne des Arabes avant 1948.

« Il y a une volonté des Israéliens pour oublier, ou dissimuler la présence des Palestiniens avant 1948 », explique Omar Ighbarieh, un arabe israélien qui mène le groupe composé de militants israéliens et étrangers.

« Les Israéliens doivent savoir que tout ce qu'ils ont construit, cet État moderne avec une économie forte s'est fait aux dépens de quelqu'un d'autre », poursuit-il.

« Tout le monde, mes parents, mon école, les chansons, la radio... Toute l'histoire était que, nous, les juifs, sommes rentrés après la Shoah sur nos terres d'il y a 2 000 ans », confirme Yoav Becher, l'un des membres du groupe.

Il a invité quelques amis du kibboutz voisin, où il a travaillé avant son service militaire, à visiter Simsim. « Personne n'est venu. Ils ne veulent pas le voir. Ils ne veulent pas avoir à faire à ça. »

Le village de Simsim, dont il ne reste que peu de ruines, se situe à quelques km de la bande de Gaza. C'est là que la plupart de ses quelque 1 500 habitants ont fui en mai 1948, lorsqu'il a été attaqué par les Israéliens.

« Chaque fois que je retourne ici, je pleure », déclare Ramadan Farajallah, 77 ans, qui a fui avec sa famille il y a 60 ans. « Nous avions quatre fusils dans tout le village, que pouvions-nous faire ? », dit-il en se remémorant cette nuit lorsque des soldats sont entrés dans le village. Mais contrairement aux autres réfugiés, qui ont grossi les camps de l'ONU au Moyen-Orient, lui peut revenir sur les lieux car il a obtenu la nationalité israélienne en 1970 après avoir épousé une Arabe israélienne.

Cette question du retour des réfugiés est au centre du conflit israélo-palestinien. Longtemps en Israël la thèse officielle a été que les Palestiniens qui ont fui en 1948 avaient suivi les consignes des armées arabes qui leur promettaient qu'ils pourraient rentrer chez eux dès qu'elles en auraient fini avec le nouvel État juif. Mais elle a été battue en brèche d'abord par les Palestiniens qui dénoncent un « nettoyage ethnique » puis par la recherche historique moderne en Israël. Toutes les études montrent que des centaines de milliers de Palestiniens ont été chassés de chez eux, notamment à la fin de la guerre, dans une campagne destinée à assurer une majorité juive en Israël.

L'historien israélien Benny Morris, auteur de « Naissance du problème des réfugiés palestiniens, 1947-1949 », affirme que l'exode des Palestiniens est un problème « complexe » dans lequel chaque camp tient une part de responsabilité.

« Il y a eu des expulsions, et il y a des endroits où les Arabes ont dit aux leurs de s'en aller. La plupart des gens sont partis car ils avaient peur », affirme-t-il.

Les Palestiniens réclament que le droit au retour des réfugiés, soit quelque 4,6 millions avec leurs descendants, soit reconnu par Israël, qui refuse d'en entendre parler, considérant qu'un retour en masse de réfugiés signifierait la fin d'Israël comme État juif.